2. *Souligne* la nécessité, en matière de prévention du crime et de lutte contre la criminalité, d'une coopération internationale et régionale intensive, ainsi que d'une coordination entre tous les organes et organismes intéressés des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, les divers commissions et instituts régionaux et les institutions spécialisées;

3. *Demande instamment* qu'une assistance technique en matière de prévention du crime et de lutte contre la criminalité soit fournie d'urgence aux gouvernements qui en feraient la demande et qu'on s'attache, en toute priorité, à fournir une coopération et des services consultatifs techniques régionaux et interrégionaux, eu égard notamment aux directives récentes des organes directeurs de l'Organisation des Nations Unies portant plus particulièrement sur les activités régionales et inter-pays et au fait que cette conception de la prévention du crime a déjà fait ses preuves;

4. *Invite* les Etats Membres à donner le maximum d'attention et d'appui aux conclusions du cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et à fournir au Secrétaire général, en temps voulu pour qu'il les soumette au sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui doit se tenir à Sydney en 1980, des renseignements sur les mesures prises à cet égard;

5. *Attire l'attention* des Etats Membres sur l'existence du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale, créé conformément à la résolution 1086 B (XXXIX) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1965, et les invite à y contribuer;

6. *Fait appel* à tous les Etats Membres pour qu'ils appuient l'action internationale de prévention du crime, notamment en assumant leur part du coût des rencontres, séminaires, ateliers et stages de formation internationaux et en s'offrant à accueillir des centres régionaux de recherche;

7. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport sur les renseignements reçus conformément au paragraphe 4 ci-dessus pour le présenter au sixième Congrès et à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour préparer le sixième Congrès, notamment en demandant à des experts consultants, dûment choisis sur la base d'une répartition géographique équitable, d'établir des rapports et en organisant, conformément à la pratique établie, des réunions préparatoires régionales pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, auxquelles tous les gouvernements de la région intéressée auront la possibilité d'envoyer des experts et auxquelles le Secrétaire général invitera des experts consultants appartenant à cette même région.

32/60. Prévention du crime et lutte contre la délinquance

L'Assemblée générale,

Constatant avec préoccupation l'accroissement de la criminalité dans de nombreuses parties du monde,

Consciente de ce que le crime, sous ses diverses formes, entrave le développement économique, social et culturel des peuples et menace la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Réaffirmant le droit de chaque Etat de formuler et d'appliquer ses politiques et programmes nationaux dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance conformément à ses propres besoins et priorités,

Reconnaissant l'importance de la coopération entre les Etats Membres et des efforts déployés par la communauté internationale dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance, ainsi que la nécessité de coordonner l'action des organes de l'Organisation des Nations Unies afin d'accroître leur efficacité dans ce domaine,

Notant l'importance des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et la nécessité de les préparer soigneusement,

Rappelant sa résolution 415 (V) du 1^{er} décembre 1950, relative aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance, et tenant compte des changements considérables intervenus depuis au sein de l'Organisation,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la prévention du crime et la lutte contre la délinquance¹⁹,

1. *Prie* le Conseil économique et social d'examiner dans une perspective globale, lors de sa soixante-quatrième session, la question de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance en vue de mieux coordonner les activités des organes de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine et, en particulier, de préparer tous les cinq ans un congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, de publier la *Revue internationale de politique criminelle* et de fournir une assistance technique aux Etats Membres intéressés, sur leur demande;

2. *Charge* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance de préparer les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en soumettant au Conseil économique et social des propositions appropriées, portant notamment sur le lieu et la date de réunion des congrès, leur ordre du jour provisoire, les participants et l'établissement de la documentation nécessaire;

3. *Fait sienne* la recommandation du cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants²⁰, par laquelle le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a été prié de revoir, à sa cinquième session,

¹⁹ A/32/199.

²⁰ A/CONF.56/10 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.2 et rectificatif), par. 26.

le règlement intérieur provisoire des congrès, afin de l'aligner sur la pratique actuelle des organes de l'Organisation des Nations Unies et des autres conférences et congrès convoqués sous les auspices des Nations Unies, et prie le Comité de présenter le projet de règlement intérieur révisé au Conseil économique et social lors de sa soixante-sixième session;

4. *Décide en outre* que les membres du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance seront élus par le Conseil économique et social pour un mandat de quatre ans, la moitié des membres étant élus tous les deux ans, suivant le principe d'une répartition géographique équitable, parmi des experts qui possèdent les qualifications requises et des connaissances professionnelles ou scientifiques dans ce domaine et qui sont proposés par les Etats Membres;

5. *Invite* le Conseil économique et social à demander à la Commission du développement social d'examiner la question des fonctions et du programme de travail à long terme du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance afin d'améliorer encore les activités de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine et de lui présenter ses suggestions et propositions.

98^e séance plénière
8 décembre 1977

32/61. Peine capitale

L'Assemblée générale,

Tenant compte de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme²¹, qui affirme que tout individu a droit à la vie, et de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques²², qui affirme également que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine,

Rappelant ses résolutions 1396 (XIV) du 20 novembre 1959, 2393 (XXIII) du 26 novembre 1968, 2857 (XXVI) du 20 décembre 1971 et 3011 (XXVII) du 18 décembre 1972, ainsi que les résolutions 934 (XXXV), 1574 (L), 1656 (LII), 1745 (LIV) et 1930 (LVIII) du Conseil économique et social, en date des 9 avril 1963, 20 mai 1971, 1^{er} juin 1972, 16 mai 1973 et 6 mai 1975, qui confirment l'intérêt constant de l'Organisation des Nations Unies pour l'étude de la question de la peine capitale, le but étant de promouvoir le plein respect du droit de tous à la vie,

Préoccupée par le fait que trente-deux gouvernements seulement ont répondu au questionnaire qui leur avait été adressé en vue de l'élaboration en 1975 du premier rapport quinquennal du Secrétaire général sur la peine capitale²³, qui devait être présenté en application de la résolution 1745 (LIV) du Conseil économique et social,

Constatant avec inquiétude que, malgré les progrès limités mentionnés dans le premier rapport quinquennal du Secrétaire général sur la peine capitale, élaboré en 1975, il reste extrêmement douteux qu'on ait progressé dans le sens d'une réduction du recours à la

peine capitale, ce qui justifie la conclusion formulée par le Secrétaire général dans ledit rapport,

Considérant que le sixième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants doit avoir lieu en 1980,

Prenant note du fait que le Conseil économique et social, par sa résolution 1930 (LVIII), a prié le Secrétaire général d'entreprendre, conformément à la résolution 2857 (XXVI) de l'Assemblée générale, l'élaboration du rapport sur les pratiques et règlements d'administration qui régissent éventuellement le droit des individus condamnés à la peine capitale de demander leur grâce, une commutation ou une remise de peine, et de présenter un rapport sur cette question au Conseil lors de sa soixante-huitième session au plus tard, en même temps que le rapport de base de 1980 sur la peine capitale,

Déclarant qu'il est souhaitable que l'Organisation des Nations Unies poursuive et élargisse l'étude de la question de la peine capitale,

1. *Réaffirme*, comme l'ont établi l'Assemblée générale dans sa résolution 2857 (XXVI) et le Conseil économique et social dans ses résolutions 1574 (L), 1745 (LIV) et 1930 (LVIII), que le principal objectif à poursuivre en matière de peine capitale est de restreindre progressivement le nombre de crimes pour lesquels la peine capitale peut être imposée, l'objectif souhaitable étant l'abolition totale de cette peine;

2. *Demande instamment* aux Etats Membres de fournir au Secrétaire général les renseignements pertinents pour l'élaboration de son deuxième rapport quinquennal sur la peine capitale en 1980 et du rapport sur les pratiques et règlements d'administration qui régissent éventuellement le droit des individus condamnés à la peine capitale de demander leur grâce, une commutation ou une remise de peine;

3. *Invite* le Conseil économique et social à faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, sur ses délibérations et recommandations formulées sur la base des rapports du Secrétaire général susmentionnés et de l'étude que le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance doit présenter en application de la résolution 1930 (LVIII) du Conseil;

4. *Demande* au sixième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants d'examiner les divers aspects du recours à la peine capitale et les restrictions qu'il est possible d'y apporter, y compris une application plus généreuse des règles relatives à la grâce, aux commutations ou aux remises de peine, et de présenter un rapport sur cette question, y compris des recommandations, à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session;

5. *Prie* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance d'examiner quelle place il convient d'assigner à la question mentionnée au paragraphe 4 ci-dessus dans l'ordre du jour du sixième Congrès et de préparer de la documentation à ce sujet;

6. *Décide* d'examiner lors de sa trente-cinquième session, à titre hautement prioritaire, la question de la peine capitale.

98^e séance plénière
8 décembre 1977

²¹ Résolution 217 A (III).

²² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

²³ E/5616 et Corr.1 et 2 et Add.1.